Soirée Débat : La Palestine et les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient

En mémoire de la NAKBA

La création de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948,
c'est la Catastrophe, la Nakba pour les Palestiniens.

Le COMITE ACTION PALESTINE

vous invite à une soirée-débat

La Palestine
et les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient

Le vendredi 14 mai à 20h30

Athénée Municipal, place St Christoly, Bordeaux
(Tram A et B, arrêt Hôtel de Ville)

avec

– **Mohammed TAHAR BENSAADA**, professeur de sciences sociales

« ***La résistance palestinienne et les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient*** »

– **Recai USTA**, président de l'AMGT

« ***Le changement politique en Turquie : un tournant au Moyen-***

Orient »

Le 15 mai 1948 : avec la création de l'Etat-colonie Israël, la Palestine est rayée de la carte et une grande partie du peuple palestinien est contrainte à l'exil lors d'une vaste opération d'épuration ethnique. Plus de 500 villages sont détruits et près de 800 000 Palestiniens expulsés de leur terre. De nombreux massacres ont lieu. Mais 60 ans après, le peuple Palestinien résiste plus que jamais à la plus terrible des colonisations, à l'épuration ethnique qui se poursuit et au régime d'apartheid instauré par l'Etat israélien raciste.

Al-Qods en danger ! Epuration ethnico-religieuse en cours

le 2/5/2010 14:50:00 (2610 lectures)

Dans cet article qui retrace l'histoire ancienne et récente d'al -Quds, **Raghida Ousseiran** montre combien cette ville est symbolique de la lutte du peuple palestinien contre le sionisme.
La judaïsation d'AlQuds, c'est-à-dire l'épuration ethnique, la falsification de l'histoire et l'effacement du caractère indéniablement arabe et musulman, est aujourd'hui à son paroxysme. L'objectif colonial sioniste est de priver le peuple palestinien de tout son environnement historique et culturel qui le rattache à cette terre et dans lequel il puisse l'énergie de sa résistance.
Défendre al-Quds, ses lieux saints et l'ensemble de son héritage civilisationnel, ce n'est pas mener une guerre de religion, c'est plutôt réaffirmer et sauvegarder le caractère universel de cette ville en la libérant de cette colonisation.

Introduction

Al-Qods (nom arabo-musulman de Jérusalem) est bel et bien menacé ! L'année 2009 a assisté à une recrudescence de sa judaïsation par les responsables sionistes. La mosquée al-Aqsa risque de s'écrouler à cause de l'intensification du creusement des tunnels, l'Eglise du St-Sépulcre est de plus en plus souvent fermée aux fidèles, et notamment lors des fêtes religieuses. Les autorités de l'occupation interdisent aux fidèles palestiniens de se rendre de la bande de Gaza et de la Cisjordanie vers la ville d'al-Qods, et notamment lors des célébrations religieuses. Depuis plusieurs années, l'occupant interdit fréquemment aux Palestiniens de moins de 50 ans, de Cisjordanie et même de la Palestine occupée en 48 (Galilée, villes côtières, Naqab et région du Triangle), de se rendre à la mosquée al-Aqsa. Pendant les cinq dernières années, il a érigé le mur de l'annexion qui devrait isoler la Cisjordanie et les villages densément peuplés qui entourent al-Qods, de la ville sainte, tout en annexant des terres de Cisjordanie pour les rattacher à la grande municipalité de Jérusalem, sous administration sioniste. Dans cette opération, les responsables sionistes ont repoussé les Palestiniens vers une Cisjordanie de plus en plus amputée de ses terres, réduisant le nombre de ceux qui peuvent circuler librement dans al-Qods, séparant les membres d'une même famille, les élèves de leurs écoles, les malades de leurs centres de soins, pour réduire le taux de la population palestinienne dans la ville. Et pour accélérer le processus de la judaïsation, ils s'attaquent à présent aux Palestiniens qui vivent dans les quartiers entourant la vieille ville : Sheikh Jarrah, Silwan, Jabal al-Mukabbir, entre autres. Avec ou sans l'aide de colons, ils s'emparent des maisons des Palestiniens, les remettent aux colons, démolissent d'autres et installent des colonies, tout en exerçant une terrible répression contre toute volonté de leur résister : les tentes de la solidarité sont démolies, les responsables religieux et civils palestiniens de la ville sont arrêtés ou interdits de se déplacer et les prêcheurs interdits d'entrer dans la mosquée al-Aqsa. Au cours de l'année 2008, 4.500 cartes de résidence ont été supprimées [1] et depuis 1967, ce sont 13.150 cartes de résidence qui l'ont été, ce qui signifie l'expulsion de toutes ces familles hors de la ville d'al-Qods. A cause du mur de l'annexion, les statistiques palestiniennes parlent de 125.000 cartes de résidence supprimées dans les prochaines années.
Ce sont donc toutes ces mesures récentes et accélérées qui visent à étouffer la ville occupée d'al-Qods, prélude à une épuration ethnico-religieuse implacable, comme le furent plusieurs villes de Palestine : Safad, Tabaraya, au nord, Beer al-Saba' au sud, Lid et Ramleh au centre. Mais aujourd'hui, il s'agit de la ville sainte d'al-Qods, ville sacrée pour les religions monothéistes, ville promue pour être la ville de la paix comme l'ont nommée ses fondateurs, les Jabusites, « Ur-Salem », ville chargée tout au long de son histoire d'une signification sacrée, au point de devenir « la porte du ciel » ou « le lien entre la terre et le ciel ».

Al-Qods : ville indéniablement arabo-musulmane

Lieu sacré, lieu historique, la ville d'al-Qods est avant tout une ville arabo-musulmane. Ni son ancienneté pré-islamique ni la présence de lieux saints appartenant à d'autres religions ne peuvent lui dénier ce caractère de ville arabo-musulmane. Fondée par les Jabusites (tribu canaanite) vers 3000 avant l'ère chrétienne [2], Ur-Salem ne connaîtra pas d'autres peuples avant 1600 av. l'ère chrétienne, les Araméens d'abord puis les Hébreux, vers l'an 1152 avant l'ère chrétienne. Ces derniers ne furent qu'une des tribus ayant vécu sur cette terre, fondant un royaume qui se maintint à peine quelques centaines d'années. Plusieurs prophètes y vécurent ou auraient vécu [3], d'abord Abraham, venant de Mésopotamie, puis Moïse et David, et enfin Jésus. Bien avant la conquête musulmane, al-Qods fut sanctifiée par l'islam, puisqu'elle fut le lieu du Voyage Nocturne du Prophète (al-isrâ' wal mi'râj). Al-Qods fut donc la première qibla des fidèles musulmans et est, depuis, considérée comme la « porte du ciel », « le lien entre la terre et le ciel », lieu de paix et lieu sacré de la religion monothéiste.
Les peuples et armées qui envahirent al-Qods, durant l'antiquité, furent nombreux, la Palestine étant située entre deux puissances régionales, la Mésopotamie et l'Egypte : Assyriens, Babyloniens, Perses, puis Grecs et Romains, avant d'être conquise par les musulmans, en 636 de l'ère chrétienne. Depuis cette date, la Palestine et la ville sainte demeurèrent sous la souveraineté musulmane jusqu'à l'occupation britannique, au début du XXème siècle, à l'exception de l'épisode croisé (qui s'acheva au XIIème siècle).
Il est communément admis que la période arabo-musulmane est la plus longue de l'histoire de la Palestine, al-Qods y compris, mais la propagande sioniste et coloniale, voulant semer le doute et falsifier l'histoire pour justifier l'installation juive en Palestine considérée comme un « retour » et prouver que la période hébraïque fut la plus longue, ont sectionné les périodes musulmanes en fonction de l'appartenance ethnique et raciale des gouverneurs, ignorant que la civilisation et la culture musulmanes s'élèvent au-dessus de tels critères et que la démographie et la civilisation témoignent d'une continuité arabo-islamique.
Tout au long de la période islamique, la ville d'al-Qods a assisté, comme les autres villes de la région, à des périodes fastes et glorieuses, comme à des périodes moins brillantes. Mais en tant que ville sainte et haut lieu du monothéisme, elle fut particulièrement choyée par les gouverneurs et les personnages pieux, musulmans et chrétiens. De multiples fondations religieuses, éducatives et sociales y furent bâties, et la ville participa, par ses savants et ulémas, à la grandeur de la civilisation islamique. C'est au cours de la période umayade que le dôme du Rocher et la mosquée al-Qiblî (dans la mosquée al-Aqsa) furent édifiés, plusieurs années après l'arrivée des musulmans, avec le calife 'Umar b. al-Khattâb, en l'an 16 de l'hégire, accompagné de nombreux compagnons du prophète Muhammad. Plusieurs d'entre eux d'ailleurs décèdent en Palestine et sont enterrés dans le cimetière de Ma'manullah, cimetière situé dans la partie de la ville occupée en 1948, et profané par les sionistes qui, depuis quelques années, déterrent les morts et détruisent les tombes, pour construire un « musée de la tolérance » !, sous la bénédiction de l'UNESCO.
Des centaines de savants enseignèrent et/ou se formèrent dans la mosquée al-Aqsa qui était l'une des grandes écoles-universités dans le monde musulman [4]. Dr. Asali dénombre, dans son ouvrage « les instituts savants à Bayt al-maqdis » (en arabe) 69 écoles fondées dès la période ayyubide (après la libération de la ville de l'occupation croisée). Elles furent fondées par les sultans, gouverneurs, femmes de gouverneurs ou princesses, commerçants ou hommes de religion, soit pour s'attirer l'allégeance des sujets, soit pour la satisfaction de Dieu. Les fondateurs de ces instituts assuraient également leur fonctionnement en leur consacrant des awqâf (fondations pieuses) qui étaient souvent des terres agricoles, des échoppes ou des savonneries. Aujourd'hui, la plupart des terres appartenant aux awqâf musulmans, notamment dans la partie de la Palestine occupée en 1948, ont été confisquées par les sionistes.
La plupart des écoles étaient situées près ou dans l'enceinte de la mosquée al-Aqsa. Aujourd'hui, selon l'Institution Internationale d'al-Quds, douze bâtiments se trouvent à l'intérieur même de l'enceinte de la mosquée al-Aqsa, certaines récentes mais d'autres anciennes, certaines utilisées comme maisons et d'autres confisquées par les autorités sionistes. L'école Tankaziyya, par exemple, dont une partie est située hors de l'enceinte, fut fondée par l'émir Tankaz al-Nâsiri, en 729 h (1328). En 1969, les sionistes s'en emparent pour en faire un poste de police.

1948 : Occupation sioniste d'al-Qods

Lorsque les sionistes occupent la partie occidentale de la ville d'al-Qods, en 1948, violant le plan de partage de l'ONU, qui avait conçu que la ville serait internationale, et non sous domination israélienne, al-Qods était une grande ville, dont les limites s'étendaient bien au-delà de l'ancienne ville intra-muros [5]. En effet, au cours du XIXème siècle, comme la plupart des villes ottomanes, al-Qods assiste à une expansion de son territoire dans trois directions essentiellement : le nord, l'ouest et le sud. Jusqu'à une époque récente dans les milieux universitaires, et jusqu'à présent, dans d'autres milieux (politique, médiatique, populaire), parler d'al-Qods au XIXème siècle revenait à décrire une ville en déclin, abandonnée, appauvrie, qui n'attendait que l'arrivée des sionistes ou des occidentaux pour s'épanouir, dans la pure tradition coloniale et orientaliste. Les écrivains ou voyageurs qui l'avaient visitée ont préféré s'y regarder soi-même plutôt que de décrire ce qu'ils voyaient. Ils n'y voyaient que les lieux qu'ils recherchaient, en fait, c'est-à-dire les lieux mentionnés dans la Bible. Mais les recherches historiennes, et avant tout, la mémoire préservée de sa population montrent que la réalité était tout autre, même si la ville d'al-Qods a gardé une place privilégiée en tant que lieu saint plutôt que tout autre (culturel ou économique).
Avant même l'occupation britannique (1920-1948) de la Palestine, plusieurs quartiers s'étaient développés extra-muros du fait de l'exiguité de l'ancienne ville, du développement économique, de l'état de sécurité instauré par les autorités ottomanes dans le pays, ainsi que du rôle grandissant des églises chrétiennes occidentales qui achetèrent des terres après l'introduction des réformes dans l'empire ottoman [6]. Comme dans toute la région, les réformes ottomanes du XIXème siècle et l'épisode du règne égyptien de Muhammad 'Ali et de son fils Ibrâhim Ali avaient donné cours à une intervention de plus en plus marquée des puissances européennes par le biais notamment des églises, orthodoxe, catholique, copte, arménienne, syriaque, protestante, etc.. Interventions et concurrence seront évidemment plus vives et critiques dans la ville d'al-Qods, étant le lieu saint par excellence : des terrains seront achetés, des écoles et hôpitaux fondés pour promouvoir la situation des chrétiens dans le pays et notamment dans la ville sainte. Ces puissances interviennent et attisent les conflits entre les chrétiens eux-mêmes, répartis en plusieurs églises. Alors que les relations entre chrétiens et musulmans étaient relativement calmes, amicales et stables, les relations entre les diverses églises chrétiennes étaient souvent troublées par les querelles sur l'administration de certains lieux de culte et pour la plus importante, l'église orthodoxe plus particulièrement, par la lutte des orthodoxes nationaux contre ses dirigeants grecs [7].
C'est donc tout autour de l'ancienne ville que se développent progressivement de nouveaux quartiers, habités par des Palestiniens et les nouveaux venus, chrétiens ou juifs. Ce furent des quartiers modernes, cosmopolites, prévus pour un développement économique et culturel moderne, comme la plupart des capitales arabes du XXème siècle. Mais une grande partie de ces quartiers subissent une épuration ethnique implacable en 1948, lorsque les bandes terroristes sionistes (avant la fondation de leur Etat) les envahissent, suite au massacre de Deir Yassin et la capture du village d'al-Qastal (après le martyre de Abdel Qader al-Hussayni). La chute d'al-Qastal est le prélude à l'invasion d'al-Qods, les dirigeants sionistes voulant s'accaparer le maximum de terres avant la date fatidique du 14 mai 1948, prévue pour proclamer l'Etat d'Israël. La partie d'al-Qods occupée en 48 (considérée comme la partie occidentale de la ville) est victime, d'après les nombreux témoignages palestiniens et étrangers, d'une campagne de terreur inégalée dans l'histoire contemporaine du monde : Les habitants des quartiers de Qatamon, de sheikh Badr (où se trouve le bâtiment du Knesset), Abu Thor, Nabi Dawud, Shinler, Buqaa Tahta et Buqaa Fawqa, sont expulsés et poussés vers l'Est (la Jordanie) [8].
Soixante mille Palestiniens sont ainsi expulsés de leurs maisons et leurs quartiers, pour devenir des réfugiés. Les maisons sont pillées, jusqu'à la nourriture qui s'y trouvait. Lors de cette épuration ethnico-religieuse, les bandes terroristes sionistes avaient utilisé des porte-voix et criaient : « fuyez, fuyez, sinon vous subirez le même sort que Deir Yassine ». Pour précipiter l'exode de la population, elles font exploser l'hôtel Semiramis. Les villages proches sont également « épurés » de leurs populations et rattachés à la municipalité de Jérusalem-ouest : Beit Safafa, Ayn Karem (où sera construit l'hôpital israélien Hadassa), Malha et Shirfat. En 1948, 2% seulement des terres de la ville d'al-Qods appartenaient aux Juifs, ce qui veut dire que la majeure partie des terres occupées dans la partie occidentale de la ville appartenaient soit aux Palestiniens (privés) soit aux fondations religieuses (waqf musulman ou chrétien) [9].
Une Jérusalémite, Hala Sakâkînî [10] témoigne sur ces jours terribles de la Nakba : « Finalement, après le massacre de Deir Yassine, nous pensons sérieusement quitter al-Qods. Les récits les plus épouvantables, nous les avons entendus par les témoins qui ont réussi à en échapper. Nous ne pouvions imaginer que les Juifs soient si cruels, barbares et sauvages. Des femmes enceintes et des enfants torturés jusqu'à la mort, des jeunes filles dévêtues, violées et mises sur des camions qui faisaient le tour des quartiers juifs où elles étaient accueillies par les crachats du public. Les Juifs « civilisés » n'ont pas eu honte de leurs crimes, et nous savons tous qu'ils sont capables de recommencer, s'ils le peuvent, en tout lieu et en tout temps. Aujourd'hui, et dans quelques jours, nous allons être obligés de quitter notre maison. Je n'aime pas penser à cela. » (Sakakini, Jerusalem and I).
Haget Shalonski, infirmière dans l'armée sioniste, témoigne sur le pillage du quartier palestinien d'al-Qatamon [11] : « Je me rappelle très bien le pillage du quartier d'al-Qatamon. J'étais infirmière… et un soir, je suis sortie avec un soldat me promener dans le quartier. J'ai été stupéfaite par la beauté des maisons, nous sommes entrés dans l'une d'elles, tout était beau, le piano, les tapis, les lustres étaient magnifiques.
De là où je vivais, je pouvais voir la route qui reliait al-Qatamon aux quartiers juifs. De ma fenêtre, je voyais les gens transporter les objets volés. Des dizaines de gens passaient, avec les objets volés. Cela avait un rapport avec ma visite à la maison, avec le soldat, car je reconnaissais certains objets. Je voyais les gens, jour après jour. Non seulement les soldats, mais les civils aussi. Ils pillaient comme des fous et transportaient même la nourriture, en plein jour, voulant montrer aux autres ce qu'ils avaient volé…. »

Confiscation des biens et invasion des quartiers palestiniens

Avant même la proclamation du cessez-le-feu, en juin 1948, les biens palestiniens des quartiers « épurés » furent confisqués : la loi des « absents » fut appliquée alors qu'elle n'était pas encore promulguée (elle le sera en 1950) : les biens de tout Palestinien « absent » entre le 29/11/ 1947 et le 1/9/48 furent confisqués par les autorités sionistes. L'installation des colons juifs commença avant septembre 48 : les nouveaux colons furent installés dans les quartiers « Colonie allemande », Al-Qatamon, al-Baqaa, al-Musrara, Abu Thor et Talbiya. Arnon Golan, auteur sioniste, écrit que l'installation des nouveaux « immigrants » dans les quartiers arabes de la partie occidentale d'al-Qods n'était pas due à l'absence de maisons dans d'autres quartiers, mais plutôt à une stratégie politique : « le peuplement des quartiers répondait à un fait politique important pour consolider le combat contre toute tentative de reprendre la ville ou certains de ses quartiers. Dès septembre, le gouvernement appliqua une politique d'annexion effective de la partie tombée sous sa domination, bien qu'il n'ait pas rejeté officiellement sa reconnaissance du plan de partage des Nations-Unies. Le peuplement des Juifs dans les quartiers arabes visait à créer une situation de fait accompli qu'il sera difficile de modifier par la suite dans le cadre d'un accord politique… » [12].
Alors que l'ONU propose en 1948 et que son assemblée générale vote une résolution en décembre 1949 (résolution 303 — 4) réclamant la démilitarisation et l'internationalisation de la ville, les troupes sionistes profitent de la trêve proclamée en mai 48 pour grignoter du terrain et s'avancer vers la vieille ville. Peu de quartiers extra-muros demeurent entre les mains des Palestiniens, comme sheikh Jarrah, Bab Sahira et Wadi al-Joz.
Il faut signaler ici le statut particulier fait au site qu'occupe l'Université hébraïque dès 1924, sur les terres du village 'Isawiya. De 1948 à 1967, date de l'occupation de toute la ville, l'université faisait partie de la zone démilitarisée et contrôlée par les Nations-Unies. En 1967, de larges superficies de terrains sont confisqués des villages de Lifta et de 'Isawiya pour pouvoir relier l'université à la partie ouest de la ville.

Destruction du patrimoine arabo-islamique

Dès les premiers jours de l'occupation sioniste de la partie orientale d'al-Qods, placée en 1949 sous administration jordanienne, l'armée sioniste détruit et rase le quartier al-Sharaf dans la vieille ville pour élargir et construire le nouveau quartier juif. Sur les 116 dunums confisqués, il y avait 595 bâtiments, 1058 échoppes et magasins, 5 mosquées, 4 écoles, un marché historique (souk al-Bashura), une rue commerciale tout au long de laquelle étaient bâties des maisons datant de l'époque mamelouke. 6000 Palestiniens vivaient dans des quartiers entièrement ou semi-détruits (al-Maghariba, syriaque, sharaf). La superficie détruite et confisquée représente 20% de celle de la vieille ville [13].
Depuis cette date, le massacre civilisationnel s'est poursuivi, en Palestine et dans la ville sainte d'al-Qods : contre la population et contre l'histoire. Contre la population, en tentant par tous les moyens, y compris les massacres, de l'expulser ou du moins réduire son nombre, et contre l'histoire en la falsifiant et inventant une nouvelle histoire « juive » qui aurait son origine dans le pays. Entre les mains du sionisme chrétien et juif, la Bible devient un livre de guerre : au présent, lorsque les rabbins s'en servent pour encourager les soldats sionistes à tuer le maximum de « non-juifs » et au passé, lorsque les archéologues occidentaux, munis de ce livre, effacent et détruisent tous les lieux historiques palestiniens (pré ou musulmans) pour inventer sur le terrain ce qu'ils ne trouvent pas concrètement [14]. Ainsi est né, entre autres, le mensonge du troisième temple, avec des histoires et des lieux mythiques couvrant tous les lieux convoités, c'est-à-dire toute la Palestine et même au-delà.

Nature du conflit : religieuse ou politique ?

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a récemment demandé aux responsables sionistes de stopper leurs agissements provocateurs dans al-Qods, de crainte de susciter « une guerre religieuse », voulant signifier que les agissements sionistes visant les lieux saints musulmans pourraient provoquer des réactions « à caractère musulman ». Cette mise en garde *abbassienne* exprime toute la mystification du conflit en cours.
D'un côté, les sionistes qui colonisent la Palestine détruisent ou profanent les lieux sacrés musulmans et chrétiens, au nom du judaïsme. Dans la Palestine occupée en 48, de nombreuses mosquées furent transformées non seulement en synagogues, mais en enclos pour les bêtes, en discothèques, musées ou restaurants [15]. Plusieurs cimetières musulmans et chrétiens ont été profanés par les colons ou les autorités. Pour les dirigeants sionistes, l'Etat d'Israël est un Etat juif qui pourrait à la rigueur tolérer les non-juifs, s'ils acceptent de vivre (dans leur propre pays !) comme une catégorie exogène, avec des droits réduits. La récente décision du gouvernement israélien de transformer des lieux palestiniens, sacrés ou non, en itinéraires touristiques juifs, relève tout simplement de l'extermination du passé et de l'histoire palestiniennes, musulmane, chrétienne ou même pré-chrétienne. Non seulement les mosquées al-Ibrahimi à al-Khalil et Bilal bin Rabah à Bethléhem sont menacées, mais tous les sites israéliens ne sont en fait que des sites palestiniens, judaïsés ou en voie de l'être. Dr Hassan Khatir, de la coalition islamo-chrétienne pour la défense d'al-Qods, a notamment expliqué que cette liste de 150 sites juifs comprend toute l'histoire et les sites palestiniens, notamment dans les territoires occupés en 48 (déclaration télévisée sur al-quds TV début mars 2010). Ce qui signifie que le sionisme combat toute présence musulmane et chrétienne, soit non-juive, en Palestine, puisqu'il s'appuie sur une certaine lecture réductrice et déviée du judaïsme.
De l'autre côté, les Palestiniens, les Arabes ou les musulmans n'ont jamais considéré ni les juifs ni le judaïsme comme un ennemi à abattre. Dès le début de la colonisation sioniste en Palestine, la distinction a été clairement établie, pour la majeure partie des populations musulmanes, entre d'une part les juifs qui colonisent la Palestine, et d'autre part la religion juive et les juifs dans le monde.
Il faut noter cependant, que depuis le début du sionisme, très peu de voix juives dans le monde ont contesté le fait colonial sioniste et essayé de démontrer que le judaïsme n'autorise pas les agissements criminels israéliens. Un seul mouvement, à notre connaissance, a « osé » contesté religieusement la conception religieuse du sionisme, Neture Karta. Quant aux mouvements qui se considèrent non-sionistes, ils se taisent sur tout ce qui touche aux lieux saints profanés, la mosquée al-Aqsa, les églises, le cimetière Ma'manullah, etc.. comme si le fait d'aborder ces questions, essentielles pour les musulmans et les chrétiens de Palestine, signifie implicitement participer à une « guerre de religion ». Pourquoi ce refus d'aborder la question de la défense des lieux saints musulmans et chrétiens en Palestine, aux côtés des Palestiniens ? Deux explications peuvent être avancées, jusqu'à présent : l'une, le refus, en France notamment, à cause d'une laïcité érigée en loi divine, d'accorder une considération aux revendications jugées « religieuses » en Palestine, alors qu'est dénoncée toute profanation de lieux saints, mosquées, synagogues, cimetières juifs ou musulmans en France.
L'autre explication est celle du refus délibéré de dénoncer le sionisme en tant que tel, et de ce fait, ignorer d'une part les pratiques sionistes à caractère religieux, n'ayant pas remis en question les prétentions de l'Etat d'Israël quant aux soi-disant lieux juifs dans la ville d'al-Qods et en Palestine, et d'autre part, les pratiques sionistes coloniales dans la Palestine occupée en 1948.

Défendre le patrimoine menacé c'est défendre aussi l'avenir

Quoiqu'il en soit, le refus de dénoncer les pratiques à caractère religieux de l'Etat sioniste, qui détruisent la présence non-juive en Palestine (ce qui signifie en fait la quasi-totalité de l'histoire et du patrimoine palestiniens) et de soutenir la lutte « à caractère religieux » des Palestiniens, soit la défense de leurs mosquées et de leurs églises, leur lutte contre les profanations et les destructions, alors que toute leur littérature n'exprime aucune animosité envers le judaïsme en tant que tel, un tel comportement contribue, dans les faits, à déraciner le peuple palestinien de sa terre.
Ne pas admettre son histoire, sa culture et sa civilisation et considérer qu'il n'existe qu'à partir de l'occupation britannique du pays, soit, à partir de la déclaration Balfour et à quelques décennies près, au début de la colonisation sioniste en Palestine, prive le peuple palestinien de tout l'environnement arabe et musulman qui doit participer à sa lutte et lui assurer la libération de sa terre. C'est considérer qu'un peuple n'existe que lorsqu'un Etat l'enferme dans des frontières reconnues ou à reconnaître. C'est aussi lui proposer la « solution » consistant à partager sa terre avec les colons qui eux, de leur côté, n'ont aucune racine dans le pays. Soit, un pays pour deux « peuples » déracinés, la Palestine devenant un pays neuf qui serait à partager.
Une telle attitude a des implications importantes sur le comportement international vis-à-vis des lieux saints, et non seulement sur celui des musulmans ou des chrétiens d'Europe ou vivant en Europe, vis-à-vis des églises et cimetières chrétiens transformés en enclos pour les animaux ou des mosquées détruites, en Galilée et ailleurs. L'Etat sioniste fonde son existence sur le mensonge, la confiscation et la falsification de l'histoire de cette terre, il invente un passé pour se forger une légimité et délégitimer la présence palestinienne. Refuser de dénoncer ce viol de l'histoire et ne pas inscrire la présence du peuple arabe de Palestine dans son patrimoine millénaire, qui fut essentiellement religieux, signifient l'amputer de cette formidable assise qui lui permet de combattre le sionisme à sa base.
Cette terre n'est pas née à partir de la déclaration Balfour et du mandat britannique. Son peuple n'a pas émergé lorsque les sionistes et les occidentaux l'ont vu et ont décidé de lui voler sa terre et son histoire. Au-delà des frontières qui l'ont enfermé dès le mandat britannique dans une tragédie unique dans l'histoire, son passé s'inscrit dans celui de la région arabo-musulmane, pétrie de religion et de foi.
Il ne s'agit ni de guerre religieuse ni de fanatisme quand les Palestiniens, les Arabes et les musulmans s'insurgent chaque fois que les lieux saints sont profanés ou attéints par le bras exterminateur des sionistes. Il s'agit de défendre une histoire, un patrimoine, un enracinement dans cette terre et dans cette ville, qui ne peut demeurer symbole de la rencontre des religions célestes que si elle est libérée des colons et libérée de toute idéologie négationniste et raciste, le sionisme et le colonialisme.

Notes :

[1] Les cartes de résidence sont accordées aux Palestiniens de la partie d'al-Quds occupée en 1967. Depuis son annexion par les autorités sionistes, les résidents maqdisis ont une carte de résidence qui leur permet de continuer à vivre dans la ville et de bénéficier des « avantages » sociaux et économiques auxquels ont droit les Israéliens.
[2] http://www.alquds-online.org/index.php?s=11&ss=7&id=42: étude de Abdel Tawwab Mustafa, 2004
[3] Les recherches archéologiques et historiques n'ont pas encore définitivement établi quels prophètes ou personnages vécurent réellement en Palestine, l'idéologie sioniste des archéologues ayant faussé, pendant des décennies, toute recherche objective.
[4] Dr. Asali, Ma'ahid al-'ilm fi bayt al maqdis, Amman, 1981.
[5] Les murs de l'ancienne ville furent construites, pour la protéger, par le calife Soliman (appelé le Magnifique) en 1542, avec 7 portes et d'une longueur de 4km (Ahmad Abu Hassan, « écoles et bibliothèques d'al-Quds », site internet …
[6] La ville ottomane d'al-Quds extra-muros (en arabe), Rochel Davis, dans al-Quds al-'Arabiyya, Institute for Palestine Studies et Badil, 2002
[7] Cf. Dr. Ahmad Hamid Ibrahim al-Qudat, « Nasara al-Quds.. » (chrétiens de la ville d'l-Quds: étude à partir des archives ottomanes) Markaz Dirasat al-Wihda al-'Arabiya, 2007, Beirut.
[8] Dr. Ghazi Hussain, 'Urubat al-Quds (l'arabité d'al-Quds),http://www.bahethcenter.net/A.W/beladona/alquds/3orobat-alquds.htm
[9] Dr. Ghazi Hussayn, ibid.
[10] al-Quds al-'Arabiyya, Institute for Palestine Studies et Badil, 2002.
[11] al-Quds al-'Arabiyya, ibid.
[12] Al-Quds al-'Arabiyya, ibid.
[13] Khalil Tafaqji, al-Istitân al-sahyouni (la colonisation sioniste) Fondation al-Quds, Beirut, 2002.
[14] Voir à ce propos l'excellent livre de Nur Masalha, The Bible and Zionism, invented traditions, archaeology ans post-colonialism in Israel-Palestine, Zed Books, 2007. Le rôle du sionisme chrétien et notamment britannique est souligné dans cette entreprise de falsification de l'histoire.
[15] Voir le rapport de Arab Human Rights Association, association située à Nazareth, site arabhra.org, intitulé « sanctity denied : the destruction and abuse of muslim and christian holy places in Israël» décembre 2004.

Journée de la Terre en Palestine

Le **COMITE ACTION PALESTINE** vous invite à
une soirée avec le groupe palestinien

« **Mémoire de notre terre** »
Danses et musiques traditionnelles

Avec la participation
du rappeur **« Fils du Béton »**

Le 2 avril 2010 à 20h30

Centre d'animation socio-culturel du Haut-Floirac
(rue Voltaire, Dravemont, Floirac, tram A arrêt Dravemont)

Entrée gratuite

Qu'est ce que la Journée de la terre ?

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de 48 (c'est-à dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la " Journée de la Terre " commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu'en 1948, l'Etat juif avait détruit plus de 500 villages et expulsé près d'un million de Palestiniens (ils sont aujourd'hui près de 5 millions de réfugiés) à qui on ne reconnaît toujours pas le droit de retour. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le " Grand Israël ". Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c'est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), s'est poursuivie sans relâche et s'intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : **la colonisation de toute la Palestine est inscrite au coeur du projet sioniste, soutenu par l'Occident et notamment par les USA et la France.**

Israël : Assassiner pour exister

L'assassinat d'un chef militaire du Hamas Mahmoud al-Mabhouh s'inscrit dans une longue liste d'éliminations des cadres de la résistance antisioniste. Toujours selon les mêmes méthodes, un commando d'au moins 26 personnes, la plupart munies de faux passeports occidentaux (britanniques, irlandais, français, allemands, australiens) et deux Palestiniens dont un officier de l'Autorité Palestinienne ont traqué le résistant palestinien dans un hôtel de Dubaï où il a été exécuté sommairement.

Même si les preuves s'accumulent et si cela ne fait plus vraiment de doute sur leur implication dans cette action, l'Etat sioniste et ses services secrets continuent à nier. Comme le Mossad n'avait pas non plus revendiqué l'assassinat

du général syrien Mohammed Suleiman en août dernier. Ce proche collaborateur de Bachar el-Assad, chargé de plusieurs dossiers sensibles, dont celui des programmes secrets de recherche en armement du régime syrien, avait été tué de plusieurs balles dans sa villa de Rimal al-Zahabiyeh. Pas plus que n'avait été revendiqué l'assassinat d'Imad Moughniyeh, chef de la branche armée du Hezbollah, tué dans la mystérieuse explosion d'un véhicule au centre de Damas en février 2008, et d'autres cadres du Hezbollah depuis. Ni éventuellement celui de deux membres du Hamas, morts dans l'explosion d'une voiture piégée devant le bureau du représentant de l'organisation Oussama Hamdane le 27 décembre 2009 dans la banlieue sud de Beyrouth. Ni celle de l'expert nucléaire iranien Massoud Ali Mohammed, tué dans l'explosion d'une moto à Téhéran le mois dernier.

Si la participation nouvelle de Palestiniens à ce commando atteste que la « coopération sécuritaire » avec l'occupant a franchi un nouveau cap devenant ainsi une simple collaboration, la complicité occidentale avec le Mossad, qui n'est, elle, pas nouvelle apparaît ici au grand jour. Tous les passeports utilisés appartiennent à des Israéliens qui possèdent une double nationalité. Les cartes de crédit ayant servi au financement de l'opération sont pour la plupart rattachées à des banques occidentales. Si les autorités britanniques semblent collaborer étroitement avec la police de Dubai pour retrouver les assassins, la France fidèle à son sionisme, continue à garder le silence et à refuser toute coopération pour élucider l'affaire.

Les services secrets de l'entité sioniste sont toujours considérés parmi les plus violents et les plus criminels du monde. En effet le Mossad est le seul organisme officiel d'un Etat dans le monde entier et dans l'histoire de l'humanité à utiliser officiellement les procédés d'extermination physique des opposants ou des résistants à son Etat, et ce partout dans le monde. Encore une spécificité criminelle dont peut s'enorgueillir l'entité sioniste. Meir Dagan,

l’actuel directeur du Mossad, est l’un des plus sanguinaires que l’organisation ait connus. Pourtant le Mossad n’est pas infaillible, en atteste l’assassinat manqué de Khaled Mechaal en 1997. En atteste également la rapidité avec laquelle la police de Dubaï avance actuellement dans son enquête.

Du côté de la résistance palestinienne, le Hamas a juré de riposter à ce crime. «Nous vengerons la mort de ce grand homme», a déclaré Khaled Mechaal,le chef en exil du mouvement islamiste palestinien après les funérailles de Mabhouh dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, dans la banlieue de Damas. «Vous vous faites des illusions si vous croyez que nous abandonnerons la résistance, qui ne sera nullement affectée par l’occupation, la colonisation de nos terres, le blocus alimentaire, les assassinats ou même le mur de séparation», a-t-il dit, s’adressant aux Israéliens. «Il est vrai que cet assassinat nous a affligés, mais c’est la guerre entre nous : vous nous tuez et nous vous rendons la pareille, vous menez contre nous une guerre injuste et nous ripostons par une résistance légitime, telle est la loi de la guerre entre nous.(…) Les Brigades Ezzedine al-Qassam riposteront à ce crime sioniste au moment et dans le lieu opportuns», a menacé Mechaal, tout comme le Hezbollah a juré de venger l’assassinat de Imad Moughniyeh.

Comité Action Palestine

Face à la menace sioniste, Al Quds résiste

le 4/2/2010 9:50:00 (1885 lectures)

Communiqué du Comité Action Palestine de janvier-février

2010.

Alors que l’Etat sioniste a intensifié depuis quelques années sa politique de judéisation d’Al Quds dans l’objectif d’effacer l’identité arabe et islamique de la ville, un tribunal israélien vient de condamner à 9 mois de prison le Cheikh Raed Salah, responsable du mouvement islamique en Palestine de 48, celui même qui venait de déclarer que les 6 prochains mois seraient décisifs pour la Mosquée Al Aqsa. Mais le Cheikh Raed Salah, ainsi que les responsables politiques palestiniens en Palestine de 48 réunis au sein du Haut Comité de Suivi des masses arabes, considèrent cette condamnation comme illégale car émanant d’un tribunal colonial et d’occupation.

Photo : A Safadi

Al-Quds est emblématique de la guerre coloniale conduite en Palestine depuis plus de 60 ans. C’est dans cette ville que s’expriment les formes les plus diverses et extrêmes de la politique raciste et haineuse dont le but est d’effacer la Palestine et son peuple autochtone de la carte. L’émigration sioniste commence à al-Quds bien avant 48, mais c’est à cette date qu’est conduit un nettoyage ethnique massif, accompagné de nombreux massacres. Toute la population de la partie Ouest de la ville et des villages alentours est expulsée et déportée. Depuis, la colonisation et la politique d’épuration ethnique n’ont pas cessé pour détruire le caractère arabe de la ville.

En 1967, l’Etat sioniste s’empare de la vieille ville et de la partie Est de al-Quds. Des quartiers palestiniens entiers sont rasés intra-muros. De nombreux sites religieux sont détruits ou profanés. A partir de cette date, la construction de colonies se développe à un rythme effréné pour renverser l’équilibre démographique et judaïser al-Quds. Tout un arsenal de mesures discriminatoires envers les habitants d’origine et la construction du mur de l’apartheid complètent la politique

sioniste d’épuration ethnique, l’objectif étant de vider la ville de sa population palestinienne d’ici 2020. Aujourd’hui tous ces phénomènes s’intensifient. Des dizaines de familles ont déjà été expulsées ces derniers mois et des quartiers entiers sont menacés. De plus l’occupation a creusé tout un réseau de tunnels sous la vieille ville, ce qui fragilise énormément les édifices construits au dessus comme la Mosquée Al Aqsa, mais aussi les maisons palestiniennes. Le danger ne vise pas uniquement al-Quds en tant que lieu saint pour les Musulmans et les Chrétiens, mais aussi et surtout al-Quds en tant que lieu de vie et d’épanouissement des Palestiniens, quelque soit leur religion.

Mais comme partout ailleurs en Palestine, al-Quds résiste. Le cheikh Raed Salah est à la tête de cette résistance, mobilisant sans relâche la population palestinienne en Palestine de 48 pour défendre l’identité arabe et islamique de al-Quds et de la Palestine. Considéré comme une menace politique pour un Etat qui se revendique comme juif, comme tous les autres responsables politiques palestiniens en Palestine de 48, il a subi plusieurs attaques physiques, a été arrêté à plusieurs reprises et interdit de séjour al-Quds, tout cela afin de faire taire la résistance et de poursuivre la politique de judéisation.

Mais tous les dirigeants palestiniens en Palestine de 48 savent que l’intensification de l’oppression coloniale ne peut conduire qu’au renforcement de la résistance populaire unitaire. Ils savent que derrière les victimes politiques, se tient le peuple palestinien avec toute sa détermination.

Al-Quds est en danger, nous devons nous mobiliser pour soutenir sa résistance et avec elle celle de tout le peuple palestinien.

Comite Action Palestine

Intervention de Hajj Abu Imad Rifa’î, représentant du Jihad islamique au Liban

Lors du congrès de la coalition des associations civiles pour la défense d’al-Quds qui s’est tenu récemment à Beyrout, le Jihad islamique, à travers la voix de son représentant au Liban, a réaffirmé la nécessité, pour le peuple palestinien, de poursuivre la résistance armée.

Cet appel à continuer la lutte armée se fonde sur une double observation : 1° celle de Gaza, qui a démontré en janvier 2009 l’extraordinaire capacité d’un peuple à faire reculer l’ennemi en dépit de son très large désavantage en matière d’armement ; 2° celle de la diplomatie menée au Proche et au Moyen-Orient, qui depuis vingt ans démontre toujours la même chose : conduites sous l’égide des Etats-Unis et de leurs alliés, avec la complicité de leurs zélateurs sur le terrain, les négociations n’ont jamais eu d’autre but que de favoriser l’agresseur, en lui ouvrant de nouvelles possibilités de domination. C’est ainsi que le jeu diplomatique a légitimé par anticipation l’invasion de l’Irak et de l’Afghanistan par les Etats-Unis, c’est ainsi qu’il a renforcé l’ennemi sioniste en Palestine en amplifiant la colonisation.

Dès lors la conclusion de ces observations s’impose : **seule la lutte armée rendra au peuple palestinien ses droits et sa liberté** . La libération totale de la terre arabe et musulmane de Palestine de l’occupation juive, la libération des prisonniers palestiniens, le retour des réfugiés chez eux et l’instauration de l’Etat palestinien constituent les objectifs et les conquêtes à venir de la résistance. Mais pour

triompher, la résistance doit avoir pour orientation permanente (qibla) la défense de la Mosquée al-Aqsa, lieu de culte hautement symbolique pour les musulmans et par là élément unificateur indispensable dans la lutte de libération.

---

11 janvier 2010

(Intervention au cours du congrès de la coalition des associations civiles pour la défense d'al-Quds et des lieux saints*, où a été prise la décision de faire d'al-Quds la capitale permanente de la culture arabe).*

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux
Chers frères, chères sœurs, paix et miséricorde de Dieu sur vous

Notre congrès se déroule aujourd'hui, un an après la terrible agression sioniste subie par notre peuple à Gaza, vécue dans leur sang et leurs âmes. Nous nous rappelons tous les deux images de cette guerre : l'image de la tuerie et de la destruction, l'utilisation des armes meurtrières, dont des armes prohibées sur le plan international, guerre soutenue par le monde américano-occidental, détruisant les maisons, les écoles, les mosquées et les universités, et acompagnée du silence de certains régimes arabes, pour ne pas parler de connivence évidente. Et l'image de cette résistance légendaire d'un peuple abandonné, assiégé depuis plus de trois ans, sur une terre qui est la plus étroite dans le monde sur ses habitants et qui vit dans une pauvreté des plus marquées. Qui pouvait croire, selon une lecture matérialiste des rapports de force, que les avions s'écrasent devant les minarets, que les chars se brisent devant la volonté d'un groupe, peu nombreux, en hommes et en matériels. Les rapports de force seulement matériels ne peuvent expliquer cette ténacité légendaire de notre peuple, qui a fait face aux bombes phosphoriques avec sa chair, qui a fait face aux fusées, chargées d'uranium enrichi,

avec ses paupières, et finalement, la volonté de résistance et de la vie a vaincu, obligeant l'ennemi à reculer, à arrêter son agression, sans réaliser ses objectifs, qui est la libération de son prisonnier. Il n'a pu changer les forces sur le terrain, comme Livni l'a promis au Caire, quelques jours avant l'agression, ni n'a pu imposer son équation sur la résistance.. Des dizaines de fusées ont continué, jusqu'à la dernière minute, à viser les colonies et les bases militaires de l'occupant. Le soldat est resté prisonnier, imposant à l'ennemi de procéder à un échange, humiliant (pour lui), dont il craint les conséquences sur le moral de son peuple.

L'endurance à Gaza, et sa victoire, n'ont pas été une humiliation seulement pour l'entité sioniste, ni un défi seulement aux positions soutenant cet Etat, mais elles ont fait découvrir la connnivence arabe, dont l'histoire se rappellera. Gaza, par sa victoire, est en train d'être puni parce qu'il a dévoilé ce qui est caché chez certains arabes, et parce qu'il a osé à défier les régimes qui ont pris la nation entière en otage dans leur politique, leur économie et leur armement au profit de quelques individus accrochés à un trône creux que les enfants de Gaza ont piétiné.

Si telle est la position à Gaza, peut-on s'attendre à ce qu'il ne soit pas pire dans al-Quds ? L'ennemi sioniste a mené des opérations de judaïsation de la ville d'al-Quds, a souillé ses lieux saints chrétiens et musulmans, a expulsé ses habitants, détruit ses maisons, violé ses sacralités, rien que l'année passée plus qu'il ne l'a fait depuis son occupation. La mosquée al-Aqsa n'était pas aussi en danger qu'à l'heure actuelle. Les groupes extrémistes sionistes se préparent, se rassemblent, organisent leurs rangs, pour investir la mosquée al-Aqsa et le détruire, pour y installer le prétendu temple sur ses ruines, soutenus par un gouvernement extrémiste de droite dirigé par le trio satanique : Netanyahu, Ofadia et Lieberman. Netanyahu qui fut le premier à reprendre la politique des tunnels sous la mosquée al-Aqsa, lors de son

précédent gouvernement, et le rabbin extrémiste Ofadia Yusuf, qui a décrit les musulmans comme des arriérés, qui a attaqué notre prophète, paix et salut sur lui. Et Lieberman.. !! Vous rappelez-vous les déclarations de Lieberman ? Qui a dit, un jour, que l'entité sioniste devrait bombarder à l'arme atomique le barrage du Nil en Egypte pour que le Caire soit noyé, qui a attaqué un jour le président égyptien Husni Mubarak, le décrivant par les pires attributs ? Lieberman, qui a déclaré que le fait de se rendre au Caire et de rencontrer ses responsables n'était pas un honneur pour lui.. Où sont ceux qui prétendent assurer la sécurité nationale égyptienne ? Les tunnels qui assurent le lait aux enfants, les vivres aux familles, sont une menace pour la sécurité nationale égyptienne… et la menace de destruction du barrage du Nil par l'arme atomique ne l'est pas ? La destruction des barbelés qui séparent les Palestiniens de leurs frères égyptiens, la violation de l'honneur de l'Egypte et de sa sécurité nationale, sont des menaces à la sécurité nationale, tandis que la menace, et les agissements quotidiens pour la destruction de la mosquée al-Aqsa, ne le sont pas ? Sont-ils une défense de la sécurité nationale arabe ?

Chers frères, chères sœurs

Nous nous sommes habitués, à la veille de toute nouvelle guerre américaine contre notre nation, de voir des ballets diplomatiques, menés par des représentants arabes et étrangers, dans les capitales arabes… A chaque fois, ils jouent le même jeu : agiter les négociations de règlement, et après la fin de l'agression, ils reviennent, ferment les portes à nouveau, et libèrent l'agressivité de l'ennemi sioniste qui répand sa corruption. Avant la seconde guerre du golfe contre l'Irak, ils nous ont vendu la conférence de Madrid, et avant l'invasion de l'Afghanistan, G. Bush fils a parlé de sa vision des deux Etats, et avant l'occupation de l'Irak, Cheney est venu pour annoncer l'Etat palestinien… Aujourd'hui, nous avons le droit de nous demander : quelle

nouvelle agression se prépare dans la région, alors que nous assistons à tous ces mouvements, dans tous les sens, dans les capitales arabes ? Est-ce que l'Iran sera la cible ? Ou une nouvelle agression contre Gaza ? Ou une troisième guerre contre le Liban ? Les Arabes parlent de paix, et l'ennemi sioniste accumule ses armes et mène des manœuvres, il prépare ses avions et son système de missiles. Qui veulent-ils tromper, ceux-là ? Ils ne font que se duper eux-mêmes.

Ils parlent du retour aux négociations, et sur la présence de nouvelles initiatives pour un règlement. La question qu'il faut se poser est : est-ce qu'il leur est possible, après vingt ans de négociations, de nous dire à quoi sont-ils parvenus ? La colonisation dans al-Quds et en Cisjordanie a augmenté de 40 colonies, avant le règlement, à 200 colonies après, soit multiplié par 5. Le nombre de prisonniers a augmenté de 460, avant la première intifada, à 8000 aujourd'hui. Des millions d'arbres ont été détruits après le processus de règlement, et al-Quds est en train de s'évanouir dans les méandres du processus de règlement… De quelles négociations ils parlent, alors qu'ils ont en face un ennemi qui ne croit que dans le meurtre, qui n'est intéressé que par la confiscation des terres, l'agression contre la dignité des gens, la destruction des maisons, la confiscation des biens. De quel règlement parlent-ils alors que les appareils sécuritaires de l'autorité se sont transformées, d'unité de lutte armée, en unité de Dayton ? Celui qui est nommé « le grand négociateur » dans l'autorité, l'auteur du livre « les négociations sont une vie » n'a-t-il pas reconnu l'échec de 18 années de négociations ?… Selon quelle conception et stratégie est-il juste de dire que des négociations supplémentaires sont une alternative aux négociations ? Y at-il des gens raisonnables pour considérer que la même expérience peut aboutir à des résultats différents ? Le fait de proposer le règlement n'est qu'une manière de nous égarer et de tromper le peuple, une poudre aux yeux que l'administration américaine nous jette pour faire passer ses plans.

Face à tous ces événements, face au resserrement du siège contre Gaza, l'élargissement de la colonisation en Cisjordanie, la menace contre la mosquée al-Aqsa, les mesures oppressives contre notre peuple dans les régions occupées en 1948, nous ne voyons qu'une seule voie, celle de la résistance, pour récupérer les droits.. La résistance est la fierté et l'honneur de la nation, la résistance est la voie qui va libérer la terre, qui protège les lieux saints, qui vaincra l'ennemi, qui instaurera l'Etat et la patrie, la résistance est ce qui unifie le peuple palestinien, elle est ce qui libèrera les prisonniers.

Nous considérons que l'unité nationale est la voie pour affronter tous les plans conçus par nos ennemis, et qu'il est nécessaire d'unifier les rangs palestiniens, pour défendre nos lieux saints et nos droits. C'est l'objectif véritable de l'unité, l'unité qui protège les constantes, les lieux saints, qui récupère la terre et assure le retour des réfugiés, qui récupère la patrie.. Non pas un accord fragile dont le but est de faire passer quelques points sécuritaires, dans un souci de négocier, ou de donner une trêve gratuite à l'ennemi, et du temps pour qu'il procède à des changements sur le terrain à son profit. Nous disons à tous, venez et mettons-nous d'accord sur ce qui a été décidé au sein de la direction unifiée de l'intifada bénie en 2000, ou ce qui a été décidé dans l'accord du Caire en 2005. Venez pour reconstruire l'OLP et travailler selon la charte nationale palestinienne, qui croit dans la lutte armée comme seule voie pour la libération de la terre et le retour des réfugiés.

Il est nécessaire d'aborder dans ce congrès qui se tient à Beirut la situation des réfugiés palestiniens au Liban. Au cours des derniers mois, une évolution importante a eu lieu, représentée par la décision du gouvernement libanais de reconnaître les droits humains et sociaux des réfugiés. Il s'agit d'un pas positif qui va dans le sens de l'intérêt des deux peuples, palestinien et libanais, et qui peut pousser

vers l’approfondissement du dialogue libano-palestinien, en tenant compte des craintes des deux parties. Nous faisons un effort, avec l’Etat libanais, et les différentes parties qui soutiennent ces droits, pour les traduire en lois et règlements par le conseil législatif, et devenir applicables, ce qui réduira la souffrance de notre peuple dans les camps.

Mais il y a certains qui essaient de troubler le climat dans les camps, dans une tentative claire pour maintenir la tension entre les camps et leur environnement, pour faciliter leur description comme « des ilôts sécuritaires » et empêcher toute tentative d’apaiser les relations libano-palestiniennes. Certaines de ces parties internes ont des tendances racistes ou des calculs étroits, certains même étrangers avect un agenda visant à l’installation définitive des Palestiniens, qu’ils veulent imposer au Liban et aux réfugiés à la fois.

Nous disons que nous ne permettrons pas d’installer la tension sécuritaire à l’intérieur ou aux environs des camps, et nous ferons face à toutes ces tentatives. Nous sommes concernés, en tant qu’organisations et groupes palestiniens, de poursuivre la liaison avec l’Etat libanais, toutes ses institutions, pour protéger le Liban et protéger notre peuple dans les camps, et prendre toutes les mesures pour que le communiqué ministériel du gouvernement devienne une réalité.

Ce qui nous réunit dans ce congrès, aujourd’hui, c’est la mosquée al-Aqsa, qui représente la première qibla dans la doctrine et la culture de notre nation.. Pour récupérer al-Aqsa, et avec lui, la dignité de la nation, nous devons faire en sorte que notre al-Aqsa soit la qibla (direction) de notre résistance, pour affronter les plans de règlement qui ne préparent que l’agression contre notre nation et nos peuples, qui ne préparent que l’occupation de notre terre, le vol de nos richesses, et nous imposer les conditions de la soumission.

Que la mosquée al-Aqsa soit la qibla de notre lutte, le but de

notre résistance, ce qui nous unifie, le but des générations de cette nation, car la libération de la mosquée que Dieu a bénie et dont Il a fait le lieu de voyage nocturne de Son envoyé et prophète, c'est la première cause des musulmans. Ainsi cela fut, et cela doit le rester, quels que soient les sacrifices et la dureté des complots.

En espérant que ce congrès ramène la boussole vers l'objectif, et si ce n'est pour les régimes arabes, du moins pour les jeunes générations, pour élaborer la culture d'al-Aqsa et de la résistance…

Hommage à nos prisonniers, à nos combattants et notre peuple résistant à Gaza, en Cisjordanie et dans toute la Palestine !!

Hommage à notre peuple résistant dans l'exil !!

Hajj Abu Imad Rifa'î, représentant du Jihad islamique au Liban

---

Interview de Abdel Sattar Qassem, dissident palestinien

Interview de **Abdel Sattar Qassen** parue le **27 novembre 2009** dans The Electronic Intifada puis traduite par l'ISM .

Abdel Sattar Qassem, professeur en science politique à l'Université National An-Najah à Naplouse en Palestine occupée, est un spécialiste de l'histoire palestinienne et de la pensée islamique.

Cette interview d'Abdel Sattar Qassen est traversée par une idée-force : l'Autorité Palestinienne est une structure corrompue, collaborant avec Israël, de même que les Etats arabes sont inféodés à l'impérialisme états-unien. Abdel Sattar Qassem nous invite, par le détour d'anecdotes puisées dans son expérience militante, à une compréhension dialectique du rapport entre dominants impérialistes et sionistes et dirigeants du monde arabe en général et de la Palestine en particulier. Les occidentaux soutiennent financièrement, militairement et politiquement les pouvoirs arabes corrompus dans leur propre intérêt et ces derniers collaborent pour préserver cette domination coloniale et impérialiste qui les préserve.

Ainsi en est-il de l'Autorité Palestinienne dont le pouvoir et la survie en Cisjordanie dépendent de la milice constituée et dirigée par le général us Dayton. L'unique chemin donc de la libération passe par le renversement des régimes de collaboration en Palestine et dans le reste du monde arabe.

Abdel Sattar Qassem, professeur et auteur de nombreuses publications sur l'histoire palestinienne et la pensée islamique, est bien connu pour ses critiques décapantes contre d'Israël et l'Autorité palestinienne [AP]. Pour cette raison, il a été emprisonné par les Israéliens et l'Autorité palestinienne. Plus récemment, sa voiture a détruite par une explooosion, ce qui était un avertissement venu de l'Autorité palestinienne. Marcy Newman interroge ici le professeur Qassem, pour The Electronic Intifada, à son domicile dans la ville palestinienne de Naplouse, en Cisjordanie occupée.

Marcy Newman est professeur associé en littérature à Al-Ahliyya à Amman (Jordanie).

Marcy Newman : Quand êtes-vous devenu politiquement actif ?

Abdel Sattar Qassem, devant sa maison à Naplouse – Photo : Marcy Newman

Abdel Sattar Qassem : C'était à l'Université américaine au Caire, je voulais faire partie de la révolution. J'avais l'habitude d'appeler cela une révolution, j'ai découvert plus tard que ça ne l'était pas. Je suis allé à Beyrouth à trois reprises : en 1970, 1971 et 1972 afin de rejoindre une organisation palestinienne. Chaque fois j'ai été déçu et je suis reparti sans adhérer à aucune. J'ai constaté qu'ils n'étaient pas de vrais révolutionnaires. Ils conduisaient leurs voitures de façon arrogante dans les rues de Beyrouth, parlaient mal aux filles libanaises.

Je pensais que ces mœurs n'étaient pas celles de révolutionnaires. J'ai remarqué que beaucoup d'entre eux allaient dans les bars. A cette époque, j'ai toujours pensé qu'un révolutionnaire devait être un gars impeccable. Il devait être quelqu'un qui soit un exemple d'éthique pour les autres. J'ai eu l'impression que ces gens n'allaient pas à libérer la Palestine. Qu'ils allaient se rendre. J'ai donc passé quatre ans au Caire, déçu par la révolution.

MN : Qui étaient les dirigeants que vous respectiez durant ces années ?

ASQ : J'ai toujours pensé que Georges Habache était un bon dirigeant, contrairement aux autres qui voulaient juste à être des chefs. Mais il était marxiste. Je ne crois pas dans le marxisme, bien que je crois à une juste répartition des richesses. Je pensais qu'Habash aurait eu plus de succès s'il était resté pan-arabiste. Quand il a évolué vers le marxisme il a perdu de nombreux partisans. Il a adopté le marxisme dans une société qui n'accepte pas le marxisme et considère [cette idéologie] avec un sentiment d'animosité.

L'éducation contre le marxisme a commencé bien avant la soi-disant indépendance des pays arabes. Les religieux et les colonialistes dans les années 1920, 1930 et 1940 se sont tous mobilisés pour lutter contre le marxisme. Ce n'était pas facile pour les communistes et marxistes. Ils ont été présentés comme des athées qui ne croyaient pas en Dieu. Toute l'image du marxisme a été si déformée que les Palestiniens et les Arabes ont développé une certaine forme de haine à l'égard du marxisme. Alors que les pays arabes obtenaient une certaine indépendance, les régimes arabes ont été mobilisés par les puissances coloniales pour combattre l'Union soviétique et fausser l'image du marxisme et du communisme. Je demande souvent à mes élèves ce qu'ils savent du marxisme. Tous disent que Marx a nié l'existence de Dieu. C'est tout ce qu'ils peuvent en dire. Je dois expliquer comment Marxs'est réellement intéressé à l'exploitation et à l'aliénation comme obstacles primordiaux à la liberté de l'homme. Marx n'a parlé de Dieu que dans quelques écrits, alors qu'il a parlé de l'exploitation dans des volumes entiers. Et je leur ai une fois dit que la seule façon de libérer la Palestine était de suivre certaines des idées de Georges Habache.

MN : Quelles idées en particulier ?

ASQ : Il a expliqué que, sans renversement du régime en Jordanie, les Palestiniens ne seraient jamais en mesure de libérer leur propre pays. Dans un rassemblement à l'Université de Jordanie, où le roi était venu tenir un discours devant les professeurs, celui-ci a déclaré : « L'un de vous dit que George Habache est le vrai dirigeant palestinien. » Les services de renseignement avait préparé sa déclaration. J'estimais que les régimes arabes étaient le premier ennemi de la nation arabe, suivi d'Israël et des États-Unis. Nous devons les renverser. Tant qu'ils seront là, la nation arabe ne progressera pas d'un centimètre. C'est pourquoi j'ai été dire aux gens que maintenant ce sont les chiites qui vont conduire les Musulmans.

Je crois que [le secrétaire général du Hezbollah] Hassan Nasrallah est toujours la figure la plus populaire dans les pays arabes. Il y a tellement de gens qui comprennent que les régimes arabes ne sont pas des protecteurs de l'Islam. Mais ils veulent retourner l'argument pour inciter à la haine contre le Hezbollah et l'Iran. La plupart des gens qui en Palestine condamnent le Hezbollah sont ceux de l'Autorité palestinienne. Parce que ce n'est pas dans l'intérêt de l'Autorité palestinienne qu'Israël ait été vaincu. Ce n'est pas dans l'intérêt des régimes arabes, parce qu'Israël protège les régimes arabes.

MN : Comment s'applique en Palestine ce genre de collusion avec le régime israélien ?

ASQ : En 1990, j'étais interrogé dans [l'ancienne prison israélienne près de Naplouse] Al-Fara'a. Après [que l'interrogateur ait] terminé, j'ai dit : « Que voulez-vous encore ? Nous avons terminé l'interrogatoire. » Il a dit : « Oui, j'attends quelque chose de vous. » J'ai dit : « Quoi ? » Il a répondu : « Que diriez-vous que nous fassions de vous un leader palestinien ? Qu'est-ce qui est mieux pour vous ? Sortir de prison avec personne qui vous attend, sauf votre femme ? Ou avoir 20 caméras de télévision à la sortie ? » J'ai dit : « Eh bien, 20 caméras de télévision serait beaucoup mieux. » Il a alors dit : « Bon, on va arranger ça pour vous lorsque vous sortirez de prison ». J'ai demandé : « Et après ? » Il a répondu : « Après nous allons concentrer sur vous nos médias. Le professeur Qassim est venu ici… ce que le professeur Qassim a mangé… le professeur Qassim a rencontré certaines personnes… a prononcé un discours ici et là et ainsi de suite et dans quelques semaines, vous serez devenu un leader palestinien. » J'ai alors questionné : « Que voulez-vous en échange ? » Ce à quoi il a répondu : « Je ne veux rien. Nous avons déjà tellement d'espions aux alentours. Tout ce que je veux de vous est de donner des discours virulents. Parler de la libération de Haïfa et de Jaffa, puis rentrer à la maison et y dormir… Ne rien faire d'autre ». J'ai dit : « Ok, je vais y penser et je vais vous envoyer ma réponse. »

Je n'y ai plus jamais pensé et je n'ai jamais envoyé de réponse. Mais c'est comme ça qu'ils fabriquent les dirigeants. Donc, beaucoup de nos dirigeants parlent énormément, font des discours brûlants et les gens s'imaginent que ce sont des nationalistes ! Ce sont en fait des collaborateurs.

En 1991, un ami de Jérusalem m'a appelé. Il m'a dit : « Le consul américain veut te rendre visite. » Je lui ai dit : « Pourquoi ? Le consul américain … il y a des pays qui plient sous ses chaussures et il veut me rendre visite à moi ? » Et j'ai ajouté : « Non, je ne veux pas qu'il me rende visite. S'il vient à ma maison, ce sera pour moi une tache jusqu'à ma mort. S'il te plaît, empêche-le. » Eh bien, après un ou deux jours, il m'a de nouveau appelé. Il m'a dit : « Le consul américain veut venir te voir. Ne sois pas stupide. Il y a tellement de gens qui aimeraient tellement rencontrer le consul américain, et toi tu me dis non ? Je lui ai alors demandé : « Pourquoi exactement veut-il me rendre visite ? » La réponse a été : « Il veut te voir pour te convaincre d'être un membre de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid. » J'ai alors dit : « Je ne veux pas aller à Madrid. Je ne crois pas à la négociation avec les Israéliens. Et si le consul américain vient chez moi toute la Méditerranée ne suffira pas à me nettoyer. »

Deux jours après, le gouverneur militaire [israélien] de Tulkarem m'a convoqué. Il m'a dit : « Pourquoi vous ne voulez pas aller à Madrid ? J'ai répondu : « Qu'est-ce que vous avez à faire avec ça ? Ce n'est pas votre affaire. » Il a répondu : « Si, c'est mon affaire. ». « Pourquoi ? » ais-je demandé. Il m'a alors dit : « Si vous allez à Madrid, vous obtiendrez quelque chose de positif pour votre peuple. » Je lui ai dit : « Pourquoi ne pas me donner cette chose positive ici. Pourquoi devrais-je aller à Madrid si vous vous souciez de l'intérêt de mon peuple ? » Deux jours plus tard il m'a convoqué à nouveau. Quand je suis arrivé, il m'a dit : « Vous devez aller à Madrid avec la délégation palestinienne. » J'ai rétorqué : « Est-ce un ordre militaire ? » … « Oui » a-t-il dit. J'ai alors répliqué : « Bon, dans ce cas je n'y vais pas. »

C'est là une indication de la façon dont notre délégation a été formée. Bien sûr, leur intérêt que j'aille à Madrid faisait partie d'une politique visant à me faire taire. Si j'étais allé à Madrid, je n'aurai ensuite plus été en mesure d'exprimer mon opinion. C'est pourquoi j'ai insisté pour rester indépendant.

MN : Quelle est le rôle d'un intellectuel lorsqu'il est emprisonné ?

ASQ : A l'intérieur de la prison, l'éducation est généralement divisé selon les factions. Chaque faction [politique] donne des cours à ses propres partisans. Dans chaque unité, dans la prison du désert du Néguev, il y avait environ huit tentes. C'était un genre d'enseignement sectaire – juste dire aux gens que leur faction est la meilleure, qu'ils sont les seuls à affronter les Israéliens, que les autres ne sont pas sur la bonne voie.

Les gens du Fatah ne sont pas instruits. Ceux du Front Populaire [de Libération de la Palestine] le sont. Ils sont dans une meilleure situation – au moins en général. Les gens du Hamas limitent leurs études à certains enseignements islamiques. Si vous n'êtes pas instruits dans différents domaines, c'est une sorte d'acculturation. À l'époque où j'étais en prison, l'enseignement n'avait pas été divisé selon les factions car les factions palestiniennes n'avaient pas le temps. J'ai eu l'occasion pendant au moins quatre mois de donner des conférences à tous les prisonniers. Ils avaient l'habitude d'y participer. A l'intérieur de l'unité nous étions environ 220 personnes et j'en avais en général jusqu'à 150 à chaque conférence. J'avais l'habitude de leur enseigner l'histoire de la Palestine, l'histoire des Arabes et ce que doit être l'éthique d'un révolutionnaire.

MN : Et comment cette division factionnelle vous affffecte-t-elle en dehors de la prison ?

ASQ : Alors que je me rendais de l'Université à chez moi, dans l'après-midi, quelqu'un m'a tiré dessus et j'ai été touché par quatre balles. Ce fut le premier incident. [L'ancien dirigeant palestinien Yasser Arafat] avait coutume de faire cela au Liban. Il avait l'habitude de le faire aussi en Jordanie. Il voulait me faire taire. J'avais écrit un article intitulé « La démocratie est placée sous le Président. » J'y expliquai que nous n'avions pas la démocratie. Arafat la garde sous lui, la réchauffant comme une poule assise sur des œufs. Il a envoyé quelqu'un pour me tirer dessus, mais cela ne m'a pas fait taire. En 1996, l'AAP me faire arrêter pour une durée de deux nuits, puis ils m'ont relâché.

En 1999 j'ai rédigé la « Déclaration des Vingt. » Nous avons eu 20 personnes de premier plan en Cisjordanie et dans Gaza pour signer une pétition dans laquelle nous avons accusé Arafat de corruption. J'ai insisté sur l'accusation d'Arafat dans cette déclaration, car si nous ne le faisions pas, aucun d'entre nous n'irait en prison. Et si on ne va pas en prison, personne n'entendra parler de notre déclaration. Ce fut le prix à payer. Deux d'entre sont restés 40 jours en prison à Jéricho, les autres y ont passé 15 jours.

En 2005, ils ont brûlé ma voiture. En 2007, ils ont tiré environ 60 [balles] sur ma voiture. Ils m'ont arrêté en 2008 pour une nuit. Ils ont brûlé ma voiture en Janvier 2009. La dernière fois j'ai passé trois jours en prison. J'ai encore tant de difficultés avec l'AP. Mais je ne peux pas simplement rester silencieux alors que l'Autorité palestinienne vole ma terre, mon pays et mon peuple. Ils collaborent avec les Israéliens. Ils coordonnent avec eux sur les questions de sécurité. Ils ont arrêter des Palestiniens pour la défense de la sécurité israélienne.

MN : Qu'en est-il de l'impérialisme américain ? Comment la dynamique de la résistance a-t-elle changé avec le général américain Keith Dayton qui entraîne les forces de l'AP ?

ASQ : Aujourd'hui nous avons la république américaine de Dayton. Dayton est le haut-commissaire de la Palestine. Il est en situation de tout contrôler. Les États-Unis dépensent tant d'argent pour recruter l'ensemble de ces Palestiniens et les mettre au service de la sécurité israéliennes et des intérêts américains…

Ils recrutent des personnes qui ont un horizon très étroit. Ils peuvent juste recevoir et exécuter des ordres. Ils dépendent de ce genre d'individus. Certains d'entre eux comprennent la situation, mais ils sont sous la pression économique. Mais beaucoup d'entre eux ne raisonnent pas. Quelle alternative ais-je afin d'appuyer ces gens financièrement ? Je ne peux pas demander aux gens d'avoir leurs familles qui meurent de faim pour le principe de la libération de la Palestine. Ils vous diront : « Regarde, ma famille est beaucoup plus importante que la Palestine. » Les gens veulent-ils mourir de faim ou être libres ? Les gens veulent se remplir l'estomac en premier. Ensuite, ils peuvent penser à la liberté. C'est la raison pour laquelle les Américains et les Européens ont joué ce jeu : maintenir les Palestiniens toujours au bord de la famine.

Maintenant, ils sont dans une situation différente où ils pensent qu'ils vont mourir de faim si les Américains et les Européens ne nous donnent pas d'argent. Quelqu'un comme moi leur dira qu'ils ne nous laisseront pas mourir de faim parce que cela mettra en danger la sécurité israélienne. Ils autoriseront quelques points de vente pour nous apporter de l'argent, de la nourriture. Ce n'est pas convaincant parce qu'ils ne peuvent pas réaliser les relations dialectiques. Les Israéliens pendant la première Intifada avaient décidé de couper l'énergie et le gaz pour une paire de semaines. La communauté internationale a commencé à protester contre la situation : « Qu'est-ce que vous faites avec ces Palestiniens ? » Il y a plusieurs facteurs avec lesquels nous pourrions jouer. Mais pour en rester là et dire : « Si les Américains ne nous donne pas d'argent, nous mourrons de faim, » la conclusion est la suivante : nous devons faire ce que veulent les Américains.

27 novembre 2009 – The Electronic Intifada

Traduction : MR pour l'ISM

Face à la menace sioniste, Al Quds résiste

le 4/2/2010 9:50:00 (1887 lectures)

Communiqué du Comité Action Palestine de janvier-février 2010.

Alors que l'Etat sioniste a intensifié depuis quelques années sa politique de judéisation d'Al Quds dans l'objectif d'effacer l'identité arabe et islamique de la ville, un

tribunal israélien vient de condamner à 9 mois de prison le Cheikh Raed Salah, responsable du mouvement islamique en Palestine de 48, celui même qui venait de déclarer que les 6 prochains mois seraient décisifs pour la Mosquée Al Aqsa. Mais le Cheikh Raed Salah, ainsi que les responsables politiques palestiniens en Palestine de 48 réunis au sein du Haut Comité de Suivi des masses arabes, considèrent cette condamnation comme illégale car émanant d'un tribunal colonial et d'occupation.

Photo : A Safadi

Al-Quds est emblématique de la guerre coloniale conduite en Palestine depuis plus de 60 ans. C'est dans cette ville que s'expriment les formes les plus diverses et extrêmes de la politique raciste et haineuse dont le but est d'effacer la Palestine et son peuple autochtone de la carte. L'émigration sioniste commence à al-Quds bien avant 48, mais c'est à cette date qu'est conduit un nettoyage ethnique massif, accompagné de nombreux massacres. Toute la population de la partie Ouest de la ville et des villages alentours est expulsée et déportée. Depuis, la colonisation et la politique d'épuration ethnique n'ont pas cessé pour détruire le caractère arabe de la ville.

En 1967, l'Etat sioniste s'empare de la vieille ville et de la partie Est de al-Quds. Des quartiers palestiniens entiers sont rasés intra-muros. De nombreux sites religieux sont détruits ou profanés. A partir de cette date, la construction de colonies se développe à un rythme effréné pour renverser l'équilibre démographique et judaïser al-Quds. Tout un arsenal de mesures discriminatoires envers les habitants d'origine et la construction du mur de l'apartheid complètent la politique sioniste d'épuration ethnique, l'objectif étant de vider la ville de sa population palestinienne d'ici 2020. Aujourd'hui tous ces phénomènes s'intensifient. Des dizaines de familles ont déjà été expulsées ces derniers mois et des quartiers entiers sont menacés. De plus l'occupation a creusé tout un

réseau de tunnels sous la vieille ville, ce qui fragilise énormément les édifices construits au dessus comme la Mosquée Al Aqsa, mais aussi les maisons palestiniennes. Le danger ne vise pas uniquement al-Quds en tant que lieu saint pour les Musulmans et les Chrétiens, mais aussi et surtout al-Quds en tant que lieu de vie et d'épanouissement des Palestiniens, quelque soit leur religion.

Mais comme partout ailleurs en Palestine, al-Quds résiste. Le cheikh Raed Salah est à la tête de cette résistance, mobilisant sans relâche la population palestinienne en Palestine de 48 pour défendre l'identité arabe et islamique de al-Quds et de la Palestine. Considéré comme une menace politique pour un Etat qui se revendique comme juif, comme tous les autres responsables politiques palestiniens en Palestine de 48, il a subi plusieurs attaques physiques, a été arrêté à plusieurs reprises et interdit de séjour al-Quds, tout cela afin de faire taire la résistance et de poursuivre la politique de judéisation.

Mais tous les dirigeants palestiniens en Palestine de 48 savent que l'intensification de l'oppression coloniale ne peut conduire qu'au renforcement de la résistance populaire unitaire. Ils savent que derrière les victimes politiques, se tient le peuple palestinien avec toute sa détermination.

Al-Quds est en danger, nous devons nous mobiliser pour soutenir sa résistance et avec elle celle de tout le peuple palestinien.

Comite Action Palestine

photo : Fondation Internationale Al-Quds (Liban)

Publications

Nous publions les textes et les interviews réalisés dans le cadre du **Forum Palestine 2009**

– **Bilan politique – Billet d'ambiance sur le Forum** (CAP)
– **Interview de Michel Collon** sur le thème « **Chavez, les médias et nous** »

Série d'entretiens sur la Palestine et le Moyen-Orient :

– **Entretien avec Sadri Khiari (Mouvement des Indigènes de la République)**
– **Entretien avec Raghida Ousseiran**
– **Entretien avec Nadine Rosa Rosso**
– **Entretien avec Saïd Bouamama (Mouvement des Indigènes de la République)**
– **Entretien avec Mohamed Tahar Bensaada**
– **Entretien avec Michel Collon**
– **Interview de Fida Abu Ata, représentante de Ittijah**
– **Histoire de la résistance palestinienne par Raghida Ousseiran**

Les Palestiniens de 48 sous le joug de l'occupation et de la colonisation

Evitant de replacer les faits dans leur contexte, c'est-à-dire

les étudier dans leur singularité, certains analystes préfèrent faire des rapprochements douteux entre des situations qui historiquement n'ont rien à voir les unes avec les autres.

Ainsi dans son article publié par Oumma.com « **Juifs en terre d'Islam et musulmans en terre d'Israël** », **N. Ennasri**, étudiant en Sciences Politiques, propose une lecture en miroir de la situation des juifs dans l'Andalousie arabe au Moyen age, puis dans l'ensemble du monde arabe où ils se réfugièrent lorsqu'ils furent chassés par les chrétiens européens, avec celle des Palestiniens, dits de 48, rescapés de l'épuration ethnique sur laquelle a été construit l'Etat sioniste. Ennasri réduit ces Palestiniens à des minorités religieuses quelconques dans un Etat presque normal et ne leur concèdent que très difficilement le qualificatif de Palestiniens. Niant totalement leur rôle capital dans le mouvement de résistance aux premières heures de la colonisation sioniste (du début du 20ème siècle jusqu'en 48), il réduit même le fondement de leur conscience nationale aux évènements du 30 mars 1976.

C'est cette analyse erronée que dénonce l'article « **Les Palestiniens de 48 sous le joug de l'occupation et de la colonisation** » publié par le **CIREPAL**.

Réponse à l'article de N. Ennasri, paru sur oumma.com
Et intitulé « **Juifs en terre d'Islam et musulmans en terre d'Israël** »

CIREPAL (Centre d'Information sur la Résistance en Palestine)
le 13 janvier 2010

Dans son article, l'auteur a voulu faire la comparaison entre la situation des juifs en terre d'islam et celle des musulmans

en terre d'Israël, c'est-à-dire comparer deux choses incomparables : d'une part, terre d'islam est vue du point de vue historique et civilisationnel, alors que l'Etat d'Israël est un Etat colonial, fondé par le sionisme et l'impérialisme vers la moitié du XXème siècle. Comment peut-on comparer les deux situations ?

Cette manière de voir Israël comme étant la terre des Juifs (à cause de la comparaison) est erronée dès le départ. Si Israël se revendique comme le pays ou l'Etat des juifs, c'est à cause de son idéologie sioniste, une idéologie raciste et négatrice, qui refuse de voir l'autre (le Palestinien ou l'arabe), qui le chasse, qui prend sa terre, qui travestit la réalité historique et qui prétend installer une population européenne sur une terre arabe, comme l'ont fait tous les colonialismes. Depuis sa fondation, en tant que colonie de peuplement, Israël n'a jamais représenté le judaïsme, au contraire. Il est la malédiction menaçant les juifs du monde, étant basé sur la falsification de la religion et de l'histoire, sur la violence meurtrière envers les peuples de la région, d'abord, puis les peuples du monde qui s'éveillent progressivement à sa nature.

Donc, toute comparaison entre « terre d'islam » et « Israël » est erronée.

Le fait de considérer Israël comme une terre juive où vivent des musulmans, pour procéder à cette comparaison, entraîne une conception des plus erronées concernant le peuple palestinien qui y vit (que l'auteur nomme arabes israliens), car dès le départ, l'auteur nie le phénomène colonial qui a touché ce peuple.

D'une part, le terme « arabes israéliens » est un terme sioniste et colonial. Il nie le caractère palestinien de cette population, et à l'instar des sionistes, l'auteur a distingué les musulmans, les chrétiens et les druzes qui en font partie. Cette appelation, ainsi que la distinction entre religions, sont des conceptions sionistes du peuple palestinien, de

l’histoire et de la civilisation de cette terre de Palestine. Les sionistes ont forgé le terme « arabes israéliens » pour dire que dans leur Etat, il y a des arabes, mais ce qu’ils veulent absolument éviter de dire, c’est que ces arabes sont les Palestiniens qui vivaient dans le pays, avant la fondation de leur Etat : Les Palestiniens de 48 sont les témoins vivants des crimes sionistes, rien que leur présence en Palestine colonisée rappelle aux colonisateurs ce qu’ils ont fait en 48, certains même regrettant de n’avoir pas achevé leurs crimes jusqu’au bout, c’est-à-dire ne laisser aucun Palestinien sur la terre qu’ils ont volée.

D’autre part, les Palestiniens de 48 ou de l’intérieur (soit les Palestiniens qui sont restés dans leur pays après la Nakba, en 1948) ne sont pas des étrangers dans leur pays, même s’il y a une colonie dessus. Ils vivent dans leur pays, leur patrie mais Israël s’est installé dessus, de manière illégale, en chassant une grande partie de ce peuple. Ne pas les voir ainsi travestit la réalité, pour ne voir que la discrimination dont ils sont victimes, et comme dit l’auteur, le fait d’être considérés comme des citoyens de seconde zone.

Bien évidemment, l’auteur décrit rapidement la situation des Palestiniens de 48, qui sont une part intégrante du peuple palestinien, qui participent à sa lutte de libération, en soutenant leurs frères en Cisjordanie, à Gaza et dans al-Quds, comme ils sont en liaison avec leurs frères refugiés, grâce à de multiples réseaux qu’ils ont développés en commun pour maintenir et renforcer les liens entre toutes les composantes du peuple palestinien.

Vivant sous occupation, les Palestiniens de 48 se trouvent non seulement en Galilée et dans le Triangle, mais aussi dans le sud, au Naqab, et un des plans de judaïsation, celui qui vise le territoire du Naqab, a pour objet de les expulser de ce vaste territoire pour y installer des colonies sionistes. Tous les jours, des maisons y sont démolies dans une opération de purification ethnique, comme ce qui se passe aujourd’hui dans

al-Quds.

La population palestinienne de 48 vit également dans les villes côtières, à Akka, Haïfa, Yafa, notamment, où elle résiste à toute judaïsation, dans des situations très difficiles, où les sionistes utilisent l'argent et le pouvoir pour les chasser. Mais ils sont encore là et proclament à toutes les occasions : « nous sommes là, nous resterons, aussi enracinés que le thym et l'olivier ».

Que les sionistes considèrent les Palestiniens de 48 comme une population à « la loyauté douteuse », cela est leur problème, mais peut-on concevoir que les Palestiniens soient sionistes, qu'ils acceptent le fait colonial sans protester, qu'ils acceptent que leurs terres soient confisquées, que leurs maisons soient démolies, que les liens de fraternité qui les lient à leurs frères palestiniens soient remis en cause ? Pent-on concevoir que les Palestiniens qui vivent, après tout, dans leur pays, avant même la fondation de cet Etat colonial, doivent prêter allégeance à ces criminels et voleurs qui se sont installés sur leur pays ?

Certes, les dangers s'accumulent contre les Palestiniens de 48, qui sont de plus en plus menacés. Non seulement dans leur vie quotidienne, à cause du fascisme populaire qui se développe dans la population israélienne, dans les villes, les colonies de toutes sortes, dans les universités et les écoles, sans parler des institutions militaires et sécuritaires, dans les médias (télévision, journaux, radios), mais aussi dans leur vie collective, où ils sont menacés par les destructions de leurs maisons, le démantèlement de leurs villages avec l'installation des colonies, et dans leur vie politique. Nous assistons depuis plusieurs mois à une recrudescence des déclarations fanatiques d'universitaires, de politiques, de journalistes, visant la présence même de ces Palestiniens. Et si Israël lance une guerre prochainement, les Palestiniens de 48 seront touchés dans leur existence même. C'est pour cela qu'il est nécessaire pour tous ceux qui militent en faveur des

droits palestiniens, de comprendre et de faire comprendre leur situation et de développer le soutien nécessaire à ces Palestiniens qui vivent au cœur de l’entité sioniste, en les désignant par Palestiniens, et si l’on veut absolument les distinguer des Palestiniens qui vivent dans l’exil, ou en Cisjordanie et Gaza, dire : Palestiniens de 48 (ceux qui vivent sur les terres colonisées et occupées en 48).

CIREPAL (Centre d’Information sur la Résistance en Palestine)